

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE

La Commission

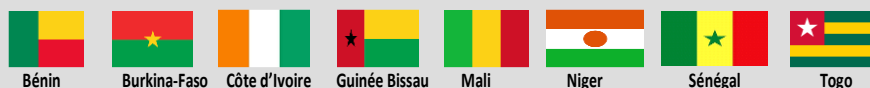
Département des Politiques Economiques
et de la Fiscalité Intérieure



NOTE DE CONJONCTURE ECONOMIQUE REGIONALE DANS L'UEMOA

N° 57

3^e trimestre 2022



Bénin

Burkina-Faso

Côte d'Ivoire

Guinée Bissau

Mali

Niger

Sénégal

Togo



Décembre 2022

La note de conjoncture économique régionale dans l'UEMOA est une production trimestrielle du Département des Politiques Economiques et de la Fiscalité Intérieure de la Commission de l'UEMOA dirigé, depuis mai 2021, par **Monsieur Mahamadou GADO**.

L'édition 57 de la note de conjoncture économique régionale a été préparée sous la supervision de :

- **Monsieur Kalidou THIAW**, Directeur de la prévision et des études économiques ;

par une équipe de la Direction de la Prévision et des études économiques composée de :

- **Monsieur Koladé Ayédero OKOUDJOU**, Chef de la Division des études économiques ;
- **Monsieur Aba CAMARA**, Chargé des études et des statistiques économiques ;
- **Monsieur Soumana HAROUNA IDE**, Chargé des prévisions et des études économiques ;
- **Monsieur Totas A. Joao CORREIA**, Chargé des prévisions et des études économiques ;
- **Monsieur Abiboulaye MOUSSA**, Chargé de la surveillance multilatérale.

Avec des données collectées dans les Etats membres par les correspondants nationaux désignés ci-après :

- **Bénin : Monsieur Assousia Yves KOKOU** de la Direction Générale des Affaires Economiques (DGAE) ;
- **Burkina Faso : Monsieur Issaka NIANGAO** de l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD) ;
- **Côte d'Ivoire : Monsieur Yao Eric KOUAKOU** de la Direction Générale de l'Economie (DGE) ;
- **Guinée Bissau : Madame Laudimila Caty Silva RICCIULLI CAMARA** de la Direction Générale de la Prévision et des Etudes Economiques (DGPEE) ;
- **Mali : Monsieur Séidina Oumar MINTA** de l'Institut National de la Statistique (INSTAT) ;
- **Niger : Madame Zeynabou MALIKI** de l'Institut National de la Statistique (INS) ;
- **Sénégal : Monsieur Amath DIAGO** de l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie ;
- **Togo : Monsieur Komi Venunye AGBOKA** de l'Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED).

Table des matières

Liste des tableaux.....	iii
Liste des graphiques	iii
Sigles et abréviations	iv
Résumé	1
Introduction.....	2
1. Conjoncture internationale.....	1
1.1. Activité économique mondiale	1
1.2. Inflation dans les principales régions du monde	2
1.3. Cours des matières premières.....	2
1.4. Taux d'intérêt.....	3
2. Conjoncture dans la Zone UEMOA.....	4
2.1. Activité économique régionale.....	4
2.1.1. Activité agricole.....	4
2.1.2. Activité industrielle	5
2.1.3. Activité dans le commerce et les services	6
2.1.4. Créations d'entreprises.....	6
2.2. Evolution de l'inflation	7
2.3. Secteur extérieur	9
2.3.1. Exportations.....	9
2.3.2. <i>Importations</i>	10
2.3.3. <i>Taux de couverture</i>	11
2.3.4. <i>Solde commercial</i>	12
2.3.5. <i>Compétitivité extérieure : Taux de pénétration</i>	12
2.4. Finances publiques.....	13
2.4.1. <i>Recettes</i>	13
2.4.2. <i>Dépenses</i>	14
2.4.3. <i>Solde budgétaire</i>	15
2.5. Situation monétaire.....	15
2.5.1. <i>Masse monétaire</i>	15
2.5.2. <i>Actifs extérieurs nets</i>	16
2.5.3. <i>Créances sur les autres secteurs</i>	17
2.5.4. <i>Créances nettes sur l'administration centrale</i>	17
3. Principaux faits marquants.....	17
3.1. Environnement international	17
3.2. Pays de l'UEMOA.....	19
Conclusion.....	20

ANNEXES	21
---------------	----

Liste des tableaux

Tableau 1 : Cours des principales matières premières en dollars	3
Tableau 2 : Production agricole dans l'UEMOA pour la campagne 2021/2022	5
Tableau 3 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par fonction	7
Tableau 4 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par Etat membre	8
Tableau 5 : Inflation sous-jacente et nomenclature secondaire de l'IHPC.....	8
Tableau 6 : Recettes et Dépenses publiques dans les Etats membres de l'UEMOA	14
Tableau 7 : Masse monétaire et contreparties dans les Etats l'UEMOA.....	16

Liste des graphiques

Graphique 1 : Taux de croissance économique dans les principales régions du monde.....	1
Graphique 2 : Evolution des cours du pétrole Brent (en dollars US par baril).....	2
Graphique 3 : Taux de croissance économique dans l'UEMOA.....	4
Graphique 4 : Evolution trimestrielle des exportations de l'Union (hors Bénin et Mali)	9
Graphique 5 : Evolution trimestrielle des importations en valeur de l'Union (hors Bénin et Mali)	10
Graphique 6 : Evolution du taux de couverture des importations par les exportations de l'Union (en %)	11
Graphique 7 : Evolution trimestrielle du solde commercial de l'Union (en mds FCFA)	12
Graphique 8 : Evolution trimestrielle du taux de pénétration dans l'Union	13

Sigles et abréviations

BCEAO	: Banque Centrale des Etats de l’Afrique de l’Ouest
BRVM	: Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
CNPE	: Comité National de Politique Economique
Covid-19	: Maladie à coronavirus 2019
DPE	: Département des Politiques Economiques et de la Fiscalité Intérieure
DPEE	: Direction de la Prévision et des Etudes Economiques
FCFA	: Franc de la Communauté Financière Africaine
FED	: Réserve Fédérale des Etats-Unis
FMI	: Fonds Monétaire International
IHPC	: Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
IHPI	: Indice Harmonisé de la Production Industrielle
INS	: Institut National de la Statistique
LIBOR	: Taux interbancaire pratiqué à Londres
mds	: Milliards
nd	: Non disponible
PIB	: Produit Intérieur Brut
TOFE	: Tableau des Opérations Financières de l’Etat
UEMOA	: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
3T22	: Troisième trimestre 2022
pp	: Points de pourcentage

Résumé

Les statistiques macroéconomiques publiées par le FMI en octobre 2022 soulignent que la croissance de l'économie mondiale a été de 3,2% en 2022, contre 6,0% en 2021. Ces chiffres sont inférieurs aux prévisions initiales, du fait des conséquences directes et indirectes de la guerre en Ukraine qui ont atténué fortement la reprise obtenue grâce aux campagnes de vaccination. En 2023, la croissance mondiale ralentirait à 2,7% en raison, entre autres, des répercussions de la crise ukrainienne.

Quant à l'Afrique subsaharienne, sa croissance économique a reculé pour atteindre 3,6% en 2022, contre 4,7% en 2021, mais cette performance s'est révélée beaucoup moins importante que la tendance prévue avant la pandémie. En 2022, la croissance économique du continent africain devrait se situer à 3,7%.

Au troisième trimestre 2022, les échanges commerciaux de l'Union (hors Bénin et Mali¹) avec l'extérieur ont été caractérisés, comparativement au second trimestre de l'année, par une baisse des ventes (-10,0%) et une légère hausse des achats (+2,8%). Par rapport à la même période de l'année 2021, les exportations et les importations de l'Union (hors Bénin et Mali) sont ressorties en augmentation, respectivement de 15,4% et 32,0%.

Au terme du troisième trimestre 2022, l'exécution budgétaire au sein des Etats membres de l'UEMOA (hors Mali et Togo²) indique que la position budgétaire globale de l'Union est restée déficitaire, mais est ressortie en amélioration de 448,4 mds, par rapport au troisième trimestre de l'année 2021, pour se situer à -1143,7mds.

Sur la période sous revue, la masse monétaire et les créances sur les autres secteurs se sont affichées en hausse, tandis que les actifs extérieurs nets sont ressortis en baisse.

¹ Les données du Bénin et du Mali sur le commerce extérieur n'étaient pas disponibles lors de l'élaboration de la note.

² Les données du Mali et du Togo sur les finances publiques n'étaient pas disponibles lors de l'élaboration de la note.

Introduction

La Commission de l'UEMOA, à travers le Département des Politiques Economiques et de la Fiscalité Intérieure (DPE), élabore, chaque trimestre, la Note de Conjoncture Economique Régionale pour permettre le suivi régulier de la conjoncture économique dans l'Union. Cette note est publiée à l'attention des décideurs régionaux, des chercheurs, des étudiants, des cadres et de tous les utilisateurs de données statistiques sur l'Union. Elle analyse l'évolution des principaux indicateurs conjoncturels dans les huit (08) Etats membres.

L'édition 57 de la note analyse la situation économique et financière, ainsi que celle des échanges extérieurs des Etats membres de l'UEMOA au troisième trimestre 2022 et présente une brève projection du quatrième trimestre de l'année en cours. Elle comporte trois (03) parties : (i) l'environnement international, (ii) la conjoncture dans la zone UEMOA, et (iii) les principaux faits marquants.

Les données de la conjoncture internationale proviennent de l'édition d'octobre 2022 des « *Perspectives de l'économie mondiale* » du Fonds Monétaire International (FMI) et de la base de données « *The Pink Sheet* » de la Banque mondiale, tandis que celles relatives à la croissance régionale sont issues du rapport semestriel d'exécution de la surveillance multilatérale de décembre 2022. Quant aux données conjoncturelles nationales, elles ont été rendues disponibles par les Instituts Nationaux de la Statistique (INS), les Comités Nationaux de Politique Economique (CNPE) ou les Directions en charge de la prévision dans les Etats membres, à travers des correspondants nationaux.

1. Conjoncture internationale

1.1. Activité économique mondiale

Les statistiques macroéconomiques publiées par le FMI en octobre 2022 soulignent que la croissance de l'économie mondiale a été de 3,2% en 2022, contre 6,0% en 2021. Ces chiffres sont inférieurs aux prévisions initiales, du fait des conséquences directes et indirectes de la guerre en Ukraine qui ont fortement atténué la reprise obtenue grâce aux campagnes de vaccination. En 2023, la croissance mondiale ralentirait à 2,7% en raison, entre autres, des répercussions de la crise ukrainienne.

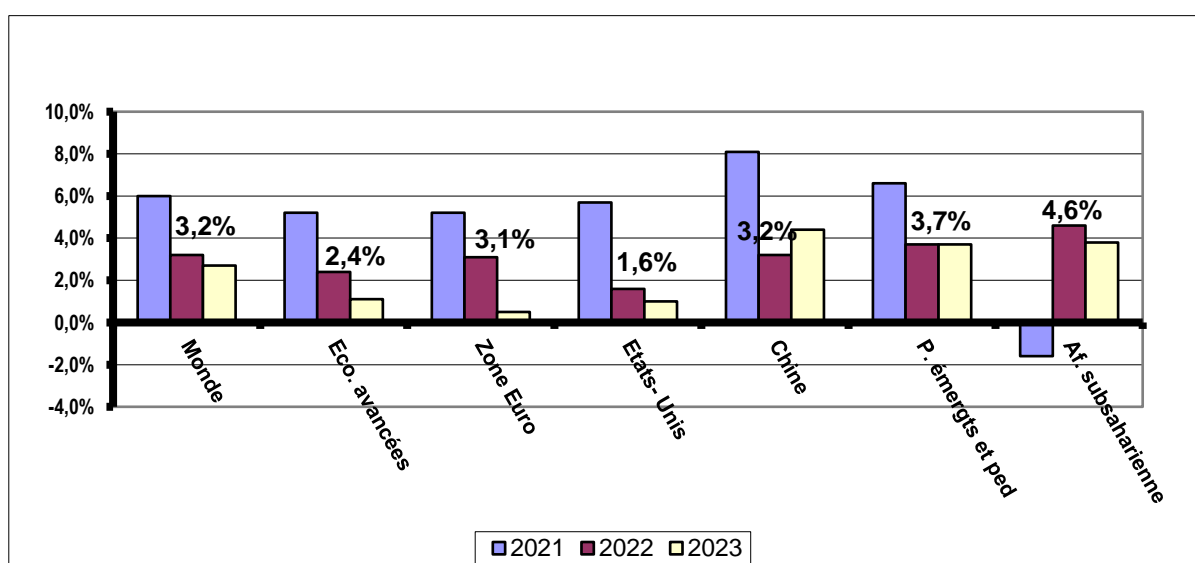
Aux Etats-Unis, la croissance économique a été de 1,6% en 2022, contre 5,7% en 2021. Le pays a pu retrouver son niveau de croissance de 2019, grâce aux mesures complémentaires de soutien budgétaire à l'économie adoptées en fin 2020, mais l'impact de la crise ukrainienne sur l'économie mondiale a effacé ces acquis. En 2022, la croissance serait de 1,0%.

En Zone euro, la croissance est passée de 5,2% en 2021 à 3,1% en 2022. Cela s'explique principalement par les mêmes raisons citées plus haut. En 2022, la croissance devrait atteindre 0,5%.

En Chine, la croissance a baissé pour ressortir à 3,2% en 2022, contre 8,1% en 2021. Les autorités chinoises ont pu contenir la propagation du coronavirus et limiter les conséquences de la crise. En 2023, une croissance économique de 2,6% est attendue.

Quant à l'Afrique subsaharienne, sa croissance économique a reculé pour atteindre 3,6% en 2022, contre 4,7% en 2021, mais cette performance s'est révélée beaucoup moins importante que la tendance prévue avant la pandémie. En 2022, la croissance économique du continent africain devrait se situer à 3,7%.

Graphique 1 : Taux de croissance économique dans les principales régions du monde



Source : « Perspectives de l'économie mondiale », octobre 2022, du FMI.

1.2. Inflation dans les principales régions du monde

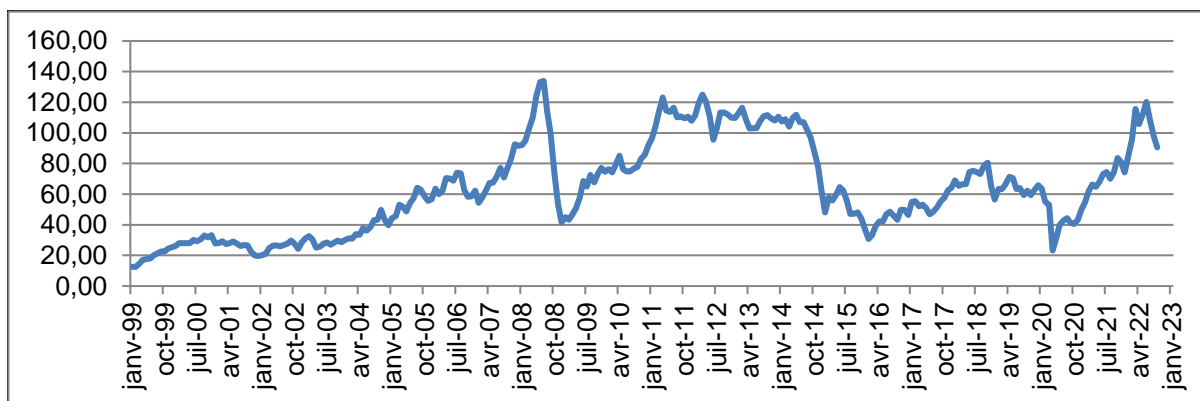
L'inflation mondiale a augmenté, ressortant à 8,8% en 2022, après 4,7% en 2021. En 2023, elle est attendue à 6,5%. Au niveau des Pays avancés, elle est remontée, avec un taux qui s'est situé à 7,2% en 2022, contre 3,1% un an plus tôt. Cette accélération de la hausse des prix est à lier à la crise en Ukraine. L'atténuation des effets de la crise géopolitique entre la Russie et l'Ukraine devrait se traduire par une décélération de l'inflation à 4,4% en 2023.

Une augmentation du niveau des prix a été observée dans les pays émergents et en développement. Le taux d'inflation y est passé de 5,9% en 2021 à 9,9% en 2022, en raison de l'impact de la guerre en Ukraine. La poursuite de la crise ukrainienne en 2023 devrait entraîner une hausse de l'inflation à 8,1%.

1.3. Cours des matières premières

Les cours du pétrole brut (*Brent*) ont baissé de 12,8% au troisième trimestre 2022, comparativement au trimestre précédent. Cette baisse s'explique essentiellement par l'atténuation des conséquences de la guerre en Ukraine sur les cours du brut. En glissement annuel, les cours ont progressé de 34,7%.

Graphique 2 : Evolution des cours du pétrole Brent (en dollars US par baril)



Source : Banque mondiale, « *Pink Sheet* », octobre 2022.

Une baisse de 7,9% a été notée entre le troisième trimestre 2022 et le deuxième trimestre 2022 pour les cours de l'once d'or. Cette évolution résulte d'une atténuation des difficultés de l'activité économique mondiale, suite à la crise russo-ukrainienne. En effet, les cours du métal jaune sont inversement corrélés au niveau de l'activité économique mondiale en raison de son rôle de valeur refuge. En glissement annuel, ces cours ont baissé de 3,5%.

Les cours du cacao ont baissé de 4,2% lors de la période sous revue, comparativement à un trimestre plus tôt. Cette baisse s'expliquerait surtout par l'abondance de l'offre dans les régions productrices, notamment en Afrique de l'Ouest. En glissement annuel, les cours du cacao ont baissé de 7,3%.

Au troisième trimestre 2022, comparativement au trimestre précédent, les cours du café robusta ont légèrement baissé de 4,2%. Cette baisse des prix du café pourrait

être la conséquence de la progression de l'offre dans les régions productrices. En glissement annuel, les cours du café robusta ont reculé de 15,6%.

Les cours du coton ont, quant à eux, baissé de 21,2%, comparativement au trimestre précédent. Cette évolution est liée à la baisse de la demande dans un contexte de crise mondiale, suite à la guerre en Ukraine. En glissement annuel, les cours du coton progressent de 23,9%.

Tableau 1 : Cours des principales matières premières en dollars

Matières premières	Unité	2021	2022		Variations en %	
		T3	T2	T3	22T3/22T2	22T3/21T3
Pétrole brut (Brent)	\$ / bbl	73,0	112,7	98,3	-12,8	34,7
Cacao	c / kg	246,0	238,0	228,0	-4,2	-7,3
Café arabica	c / kg	475,0	588,0	582,0	-1,0	22,5
Café robusta	c / kg	270,0	238,0	228,0	-4,2	-15,6
Huile d'arachide	\$/tm	2 101,0	2146,0	2146,0	0,0	2,1
Huile de palme	\$/tm	1 129,0	997,0	997,0	0,0	-11,7
Huile de palmiste	\$/tm	1 348,0	1810,0	1241,0	-31,4	-7,9
Maïs	\$/ tm	255,3	342,9	308,4	-10,1	20,8
Riz brisé 5%	\$/ tm	405,7	428,3	418,0	-2,4	3,0
Sorgho	\$/ tm					
Blé	\$/ tm	264,8	415,2	316,7	-23,7	19,6
Banane	\$/ tm	88,0	96,0	89,0	-7,3	1,1
Sucre	c/kg	42,0	43,0	40,0	-7,0	-4,8
Bois (Sawnwood) Caméroun	\$/décimètre cube	660,3	602,6	564,0	-6,4	-14,6
Coton (A Index)	c/kg	222,0	348,0	275,0	-21,0	23,9
Phosphate roche	\$/ tm	136,5	264,0	320,0	21,2	134,4
Or non monétaire	\$/ toz	1 789,0	1874,0	1726,0	-7,9	-3,5

Source : Banque mondiale, « Pink Sheet », octobre 2022.

1.4. Taux d'intérêt

Le taux des dépôts en dollars à six (06) mois a été de 0,2% en 2021, contre 0,7% en 2020, au niveau du LIBOR. En 2022, ce taux serait de 0,4%.

Le taux des dépôts en euros à trois (03) mois était de -0,5% en 2021, contre -0,4% en 2020. En 2022, ce taux serait de -0,5%.

Le taux des dépôts en yens à six mois (06) se situait à -0,1%, contre 0,0% en 2020. En 2022, ce taux serait nul.

Aux Etats-Unis, en Europe et au Japon, les banques centrales maintiennent leurs taux à des niveaux bas pour favoriser la relance des activités économiques pendant et après la crise sanitaire. Toutefois, principalement en raison de la guerre en Ukraine, l'inflation constatée en 2022 a conduit les banques centrales de plusieurs pays à relever leurs taux directeurs³.

³ Au cours du premier semestre 2022, la Réserve Fédérale américaine a ainsi procédé à deux augmentations de son taux directeur, respectivement de 50 et 75 points de base, les 16 mai et 15 juin 2022. Cette politique de resserrement monétaire devrait se poursuivre au second semestre 2022. Des décisions du même type sont (BCE).

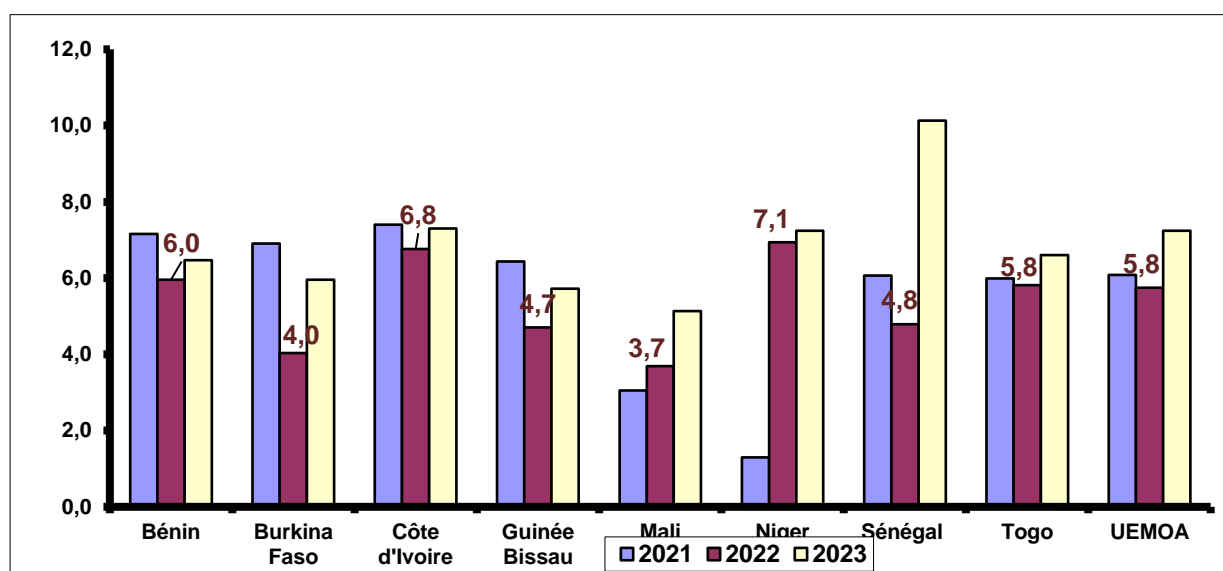
2. Conjoncture dans la Zone UEMOA

2.1. Activité économique régionale

Les estimations de croissance pour l'année 2022 indiquent une progression de l'activité économique de l'Union de 5,8%, contre 6,1% en 2021. Cette croissance est en lien avec la bonne tenue de tous les secteurs. Par pays, le taux de croissance en 2022 se présenterait comme suit : Bénin (+6,0%), Burkina Faso (+4,0%), Côte d'Ivoire (+6,8%), Guinée-Bissau (+4,7%), Mali (+3,7%), Niger (+7,1%), Sénégal (+4,8%) et Togo (+5,8%).

En 2023, un taux de croissance de 7,2% est attendu, sous l'hypothèse de la poursuite de la relance après la crise sanitaire et la fin rapide de la crise ukrainienne.

Graphique 3 : Taux de croissance économique dans l'UEMOA



Source : Commission UEMOA, Rapport d'exécution de la surveillance multilatérale, décembre 2022.

2.1.1. Activité agricole

Les estimations de la campagne agricole 2021/2022 indiquent que pour le Burkina Faso, la production à l'exportation a enregistré une baisse de 1,7%. La production de céréales a également baissé de 7,6%.

Au Mali, pour la même période, la production d'exportation a progressé de 0,9%, tandis que la production vivrière a augmenté de 5,3%.

Pendant la même campagne, la production de céréales a baissé de 41,8% au Niger, alors que la production vivrière a reculé de 40,4%.

Au Sénégal, au cours de la campagne 2021/2022 les productions vivrière et d'exportation ont affiché des baisses respectives de 2,6% et 5,3%.

Au Togo, au cours de la même campagne, les productions d'exportation et vivrière ont respectivement chuté de 11,5% et 4,6%.

Tableau 2 : Production agricole dans l'UEMOA pour la campagne 2021/2022

Etats	Production vivrière		Production d'exportation	
	en tonnes	%	en tonnes	%
Bénin	nd	nd	nd	nd
Burkina Faso	5 610 636	-10,3	1 707 398	-1,7
Côte d'Ivoire	nd	nd	nd	nd
Guinée Bissau	nd	nd	nd	-nd
Mali	9 266 073	5,28	780 000	0,86
Niger	5 042 091	40,4	nd	nd
Sénégal	5 141 522	-2,6	3 311 046	-5,3
Togo	4 027 710	-4,6	139 600	-11,5
UEMOA	nd	nd	nd	nd

Source : INS des Etats membres.

2.1.2. Activité industrielle⁴

Au troisième trimestre 2022, comparativement au trimestre précédent, l'indice de la production industrielle a baissé de 4,4%. Ce recul provient essentiellement de la baisse de la production dans les branches « fabrication de meubles et matelas » (-38,5%) et « travail du bois » (-32,2%). En glissement annuel, l'indice a progressé de 0,9%.

L'indice de la production industrielle de la Guinée Bissau a progressé de 1,1%, au troisième trimestre 2022, comparativement au trimestre précédent. La hausse de la production des branches « éditions, imprimeries et production de supports enregistrés » (+2,6%) et « production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau » (+2,1%) explique essentiellement cette hausse. En glissement annuel, l'indice progresse de 5,1%.

Au Niger, au troisième trimestre 2022, comparativement au deuxième trimestre 2022, la production industrielle, mesurée par l'IHPI, a progressé de 11,6%. Cette hausse est surtout imputable à la branche « énergie » (+24,1%) et à la branche « mines » (13,0%). En glissement annuel, l'indice de la production industrielle a augmenté de 30,1%.

Sur la période sous revue, l'IHPI a progressé au Sénégal de 1,8%. Cette évolution se justifie principalement par l'augmentation de la production dans les branches « produits textiles » (+55,0%) et « produits du raffinage et de la cokéfaction » (-59,1%). Comparativement à la même période de l'année 2021, la production industrielle a reculé de 2,5%.

Au Togo, au troisième trimestre 2022, la production industrielle a régressé de 5,7%, comparativement à un trimestre plus tôt. Ceci s'explique principalement par la baisse de la production des industries agroalimentaires (-13,4%) et de celle de l'industrie de

⁴ Seuls cinq (05) pays (Guinée-Bissau, RCI, Niger, Sénégal et Togo) ont communiqué, à bonne date, les données du troisième trimestre 2022 de la production industrielle.

l'industrie de matériaux minéraux (-12,6%). En glissement annuel, la production industrielle a baissé de 5,9%.

2.1.3. Activité dans le commerce et les services⁵

L'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail⁶ a baissé de 0,7% en Côte d'Ivoire, au troisième trimestre 2022, comparativement au trimestre précédent. Cette contreperformance s'explique, notamment, par les baisses observées au niveau des branches « autres appareils électriques » (+250,5%) et « produits pharmaceutiques » (+243,3%). En glissement annuel, l'indice progresse de 15,0%.

Pour la Guinée-Bissau, l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail⁷ s'est amélioré de 1,5% sur la période sous revue. Cette progression est surtout la conséquence des augmentations notées au niveau des « produits alimentaires » (+2,5%) et des « produits pharmaceutiques » (+1,9%). En glissement annuel, l'indice progresse de 6,3%.

Quant au Sénégal, le chiffre d'affaires du commerce affiche une hausse de 1,8% au troisième trimestre 2022, comparativement au trimestre précédent. Cette hausse fait notamment suite à l'augmentation du chiffre d'affaires de la branche « commerce et réparation d'automobiles » (+11,8%). En glissement annuel, l'indice a progressé de 22,2%.

L'indice du chiffre d'affaires des services a reculé de 10,5% au Sénégal au troisième trimestre 2022, comparativement à un trimestre auparavant. Cette baisse s'explique surtout par les diminutions constatées au niveau de la branche « informations et communication » (-33,7%). En glissement annuel, cet indice a baissé de 5,9%.

2.1.4. Créations d'entreprises

Au troisième trimestre 2022, en Guinée Bissau, 117 entreprises ont été enregistrées, contre 169 au trimestre précédent, soit une hausse de 30,8%. En glissement annuel, on note une baisse de 17,6%.

Au Niger, au troisième trimestre 2022, 3977 entreprises ont été enregistrées, contre 3521 un trimestre plus tôt, soit une hausse de 12,9%. Comparativement au même trimestre de l'année précédente, on enregistre une hausse de 30,0%.

Une baisse de 1,9% des créations d'entreprises a été observée au Sénégal, au troisième trimestre de l'année 2022, par rapport au trimestre précédent (21302 entreprises ont été enregistrées contre 20961). Par rapport à la même période de l'année dernière, le nombre d'entreprises créées a baissé de 6,8%.

⁵ Seuls la Côte d'Ivoire, la Guinée Bissau et le Sénégal ont transmis des données sur l'indice du chiffre d'affaires du commerce et/ ou des services.

⁶ Produit par la BCEAO.

⁷ Produit par la BCEAO.

Au Togo, au troisième trimestre 2022, 3450 entreprises ont été enregistrées contre 3263 au trimestre précédent, soit une hausse de 5,7%. Par rapport à la même période de l'année 2021, le nombre d'entreprises enregistrées a baissé de 1,3%.

2.2. Evolution de l'inflation

L'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) est ressorti en hausse de 3,0% au cours du troisième trimestre de l'année 2022, en variation trimestrielle. Cette évolution du niveau général des prix, mesuré par l'IHPC global, s'est traduite, en glissement annuel, par une nette progression de 8,0%. L'analyse des différentes composantes de l'indice général des prix permet de noter que l'évolution des prix constatée en variation trimestrielle a été essentiellement induite par la hausse du sous-indice de la fonction « Alimentation et boissons non alcoolisées » (+ 4,9%). Toutes les composantes de l'IHPC ont affiché des évolutions de prix à la hausse en variation trimestrielle, à l'exception notable de la composante « Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants » (-0,8%). En glissement annuel, la hausse des prix observée (+8,4%), relativement importante, tient aussi principalement à l'évolution des prix de la fonction « Alimentation et boissons non alcoolisées » qui ont connu une progression remarquable de 13,9% sur la période, et dans une bien moindre mesure, aux augmentations de prix constatées au niveau de la fonction « Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (+5,4%).

Tableau 3 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par fonction

FONCTION DE CONSOMMATION	Pond.	2021		2022			Variation (%)	
		Trim3	Trim4	Trim1	Trim2	Trim3	3T22/ 2T22	3T22/ 3T21
Alimentation et boissons non alcoolisées	4246,3	116,8	118,3	121,0	126,7	133,0	4,9	13,9
Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants	121,4	117,5	116,9	116,1	124,1	123,1	-0,8	4,8
Articles d'habillement et chaussures	703,2	106,2	106,4	107,8	108,4	109,3	0,8	2,9
Logement, eau, électricité, gaz, et autres combustibles	1107,8	107,1	108,8	109,7	111,2	112,9	1,6	5,4
Meubles, articles de ménages et entretien courant du foyer	451,9	106,2	106,4	107,2	107,9	108,9	1,0	2,6
Santé	423,2	105,3	105,2	106,4	107,1	107,4	0,3	2,0
Transport	891,8	101,7	102,7	103,3	106,1	109,2	2,9	7,4
Communication	486,5	96,8	96,9	96,2	96,5	96,5	0,0	-0,3
Loisir et culture	253,7	103,1	104,5	104,9	104,7	109,4	4,5	6,1
Enseignement	231,2	107,9	108,6	109,0	108,6	109,0	0,3	1,0
Restaurant et hôtel	638,8	108,6	109,2	109,9	111,2	113,3	1,9	4,4
Biens et services divers	444,2	107,5	107,9	108,9	109,6	110,4	0,7	2,8
Total	10000,0	110,0	111,2	112,8	115,8	119,3	3,0	8,4

Source : Commission de l'UEMOA.

L'analyse de la dynamique de l'IHPC, sur la base des évolutions constatées dans les Etats membres de l'Union, permet de noter que la hausse observée (+3,0%), en variation trimestrielle, tient à la hausse des prix relevée dans tous les Etats membres

de l'Union sauf au Togo, particulièrement au Sénégal (+8,3%), au Mali (+ 5,1%), au Burkina Faso (+3,3%), en Guinée Bissau (+4,5%) et en Côte d'Ivoire (+2,0%).

Tableau 4 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par Etat membre

PAYS	Pondération	2021		2022			Variation (%)	
		Trim3	Trim4	Trim1	Trim2	Trim3	3T22/ 2T22	3T22/ 3T21
BENIN	807,3	107,3	107,4	106,8	106,2	106,3	0,1	-0,9
BURKINA	849,0	109,3	111,8	114,9	124,6	128,7	3,3	17,8
COTE D'IVOIRE	3 796,9	111,2	112,3	114,0	115,7	118,0	2,0	6,1
GUINEE-BISSAU	216,6	111,6	112,5	113,7	116,2	121,4	4,5	8,8
MALI	740,0	105,8	109,3	109,9	114,0	119,8	5,1	13,2
NIGER	602,8	110,9	109,2	111,5	113,2	114,7	1,3	3,5
SENEGAL	1 958,6	111,7	112,7	113,6	115,9	125,5	8,3	12,4
TOGO	1 028,9	112,8	112,3	116,1	119,2	113,6	-4,7	0,7
UEMOA	10 000,0	110,0	111,2	112,8	115,8	119,3	3,0	8,4

Source : Commission de l'UEMOA.

En glissement annuel, le taux d'inflation relevé (+8,4%) s'explique par le fait que l'IHPC s'est affiché en nette hausse et a largement dépassé la norme communautaire de référence de 3% dans tous les Etats membres de l'Union, à l'exception du Bénin où un recul de -0,9%). Les taux d'inflation les plus élevés par rapport au deuxième trimestre de l'année 2021 ont été observés au Burkina Faso (+17,8%), au Sénégal (+12,4%) et au Mali (+13,2%). La Côte d'Ivoire dont le poids dans le calcul de l'IHPC est le plus élevé a affiché un taux d'inflation de (+6,1%) sur la même période.

Tableau 5 : Inflation sous-jacente et nomenclature secondaire de l'IHPC

Libellé	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Union
Indice produit frais	-2,4	0,6	-0,8	1,2	2,9	-0,2	6,0	-2,7	1,1
Indice Energie	0,2	1,6	-0,2	1,8	1,5	-0,1	0,9	3,5	0,8
Taux d'inflation sous-jacente	0,4	0,1	0,4	0,8	0,7	0,2	0,8	0,6	0,5
Produits locaux	-0,7	0,5	0,0	0,5	1,4	0,0	2,7	-0,5	0,6
Produits importés	0,2	0,4	1,0	1,2	1,4	0,1	1,3	1,7	0,8
Produits du secteur primaire	-2,9	0,5	-0,6	0,7	2,5	-0,2	4,4	-2,8	0,9
Produits du secteur secondaire	0,6	0,5	0,2	1,1	0,9	0,2	0,9	1,0	0,6
Produits du secteur tertiaire	0,1	0,0	0,5	0,0	0,2	0,3	0,1	0,5	0,3
Biens non durables	-0,7	0,7	-0,2	1,1	1,9	0,0	3,6	-0,2	0,8
Biens semi durables	0,1	0,0	0,2	0,4	0,6	0,1	0,5	0,7	0,3
Biens durables	-0,1	0,0	-0,3	0,4	0,8	0,2	0,7	0,2	0,2

Source : Commission de l'UEMOA.

Au niveau régional, les prix des produits frais ont affiché, au troisième trimestre de l'année 2022, une augmentation de 1,1%, par rapport au deuxième trimestre de l'année 2022. Les prix des produits énergétiques se sont inscrits en hausse (+0,8%) sur la période. En conséquence, l'inflation sous-jacente, c'est-à-dire, hors produits frais et énergie, est ressortie en légère progression (+0,5%), en variation trimestrielle.

Enfin, sur la base des réalisations de l’IHPC pour les neuf (09) premiers mois de l’année 2022, le taux d’inflation annuel moyen est prévu à 7,4% à la fin de l’année 2022.

2.3. Secteur extérieur

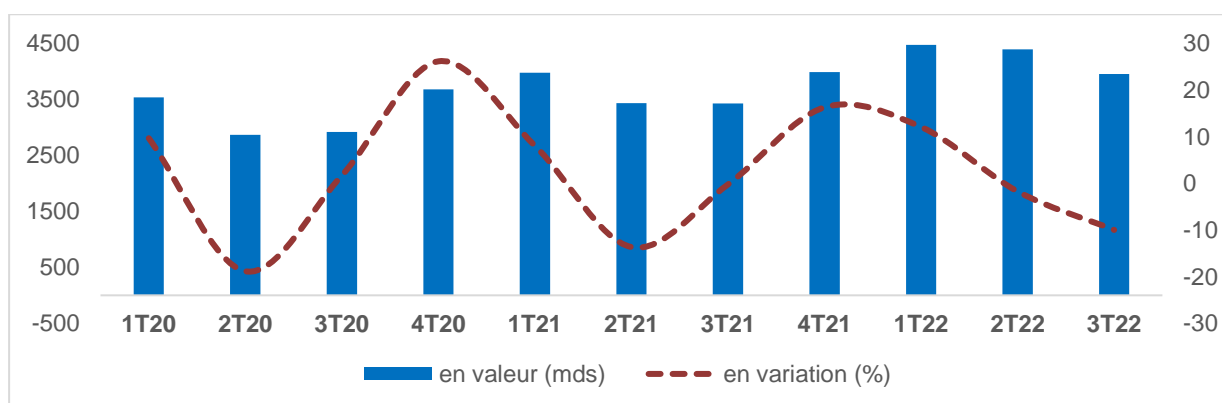
Au troisième trimestre 2022, les échanges commerciaux de l’Union (hors Bénin et Mali⁸) avec l’extérieur ont été caractérisés, comparativement au second trimestre de l’année, par une baisse des ventes (-10,0%) et une légère hausse des achats (+2,8%). Par rapport à la même période de l’année 2021, les exportations et les importations de l’Union (hors Bénin et Mali) sont en augmentation respectivement de 15,4% et 32,0%.

2.3.1. Exportations

Les exportations de l’Union (hors Bénin et Mali) ont baissé de 438,6 mds (-10,0%) au troisième trimestre 2022, par rapport au trimestre précédent. Cette baisse des ventes à l’extérieur de l’Union (hors Bénin et Mali) résulte des effets combinés des reculs observés au Burkina Faso (-259,8 mds), en Côte d’Ivoire (-237,9 mds), en Guinée Bissau (-1,1 mds) et au Niger (-0,7 mds) et des hausses enregistrées au Sénégal (+49,2 mds) et au Togo (+11,7 mds). En variation relative, la plus importante baisse a été observée au Burkina Faso (-33,3%), alors que la plus forte hausse provient du Togo (+9,1%). En ce qui concerne les autres Etats membres les variations se présentent comme suit : Côte d’Ivoire (-9,0%), Guinée Bissau (-2,1%), Niger (-1,5%) et Sénégal (+6,6%).

Pour les Etats membres dont les exportations ont baissé, les produits qui sont à l’origine de la chute globale des exportations du Niger sont les « Hydrocarbures » (-55,9%) ; les « Animaux vivants » (-68,8%) et les « produits agricoles » (-58,2%). Cette chute a été atténuée par la hausse des ventes des « produits miniers » (+93,7%), portée aussi bien par l’uranium (+99,8%) que l’or (+66,5%) et l’augmentation des exportations des « autres produits » (+7,1%).

Graphique 4 : Evolution trimestrielle des exportations de l’Union (hors Bénin et Mali)



Source : à partir des données des INS des Etats.

⁸ Les données du Bénin et du Mali n’étaient pas disponibles lors de l’élaboration de la note. Tous les commentaires sur le commerce extérieur de l’Union ne tiennent pas compte de la situation des échanges extérieurs de ces deux Etats membres.

En glissement annuel, c'est-à-dire comparativement au même trimestre de 2021, les exportations de l'Union, au troisième trimestre 2022, ont été en hausse de 527,9 mds (+15,4%) en lien avec les augmentations enregistrées en Côte d'Ivoire (460,8 mds, 23,7%) et au Sénégal (206,5 mds, 35,2%), atténuées par les baisses observées dans les autres Etats membres que sont le Burkina Faso (-96,7 mds, -15,7%), la Guinée Bissau (-12,3 mds, -19,7%), le Niger (-24,8 mds, -34,7%) et le Togo (-5,7 mds, -3,9%).

L'examen détaillé permet de relever que la baisse globale des ventes du Niger au deuxième trimestre 2022, par rapport au même trimestre 2021, provient des évolutions mitigées des exportations des produits, notamment en raison des reculs observés pour les « hydrocarbures » (-76,3%), les « animaux vivants » (-59,5%) et les « produits agricoles » (-55,9) et la hausse des ventes des « produits miniers » (+14,2%) et des « autres produits » (+62,6%).

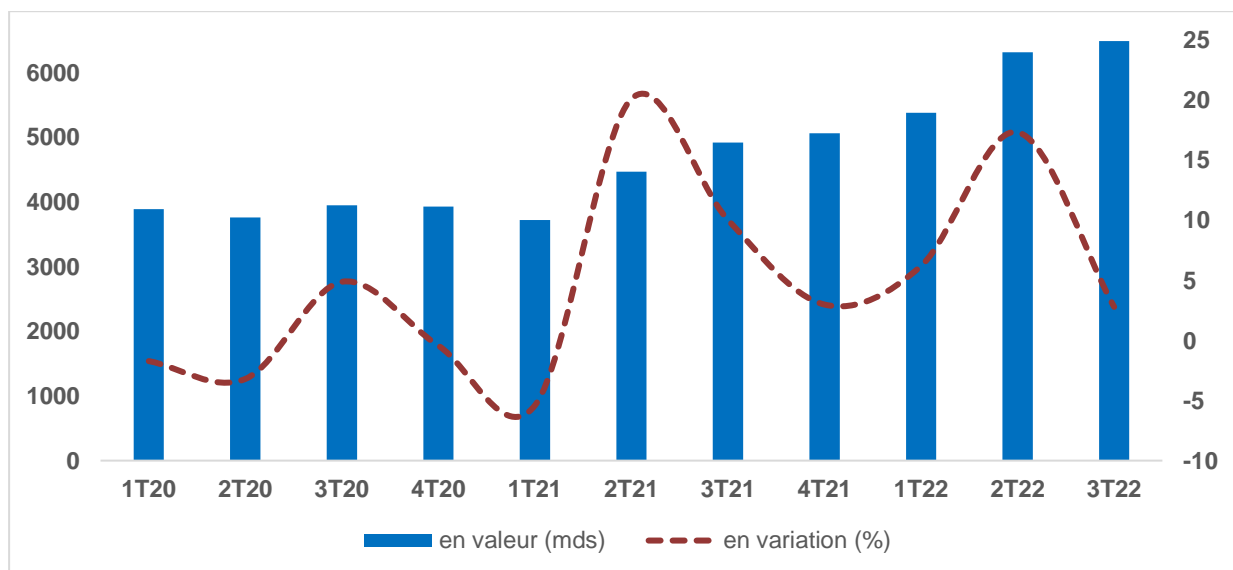
En cumul sur les trois (03) premiers trimestres de 2022, les achats de biens de l'Union sont estimés à 12830,4 mds contre 10850,5 mds à la même période en 2021 soit une hausse de 18,2%.

2.3.2. Importations

Les importations de l'Union (hors Bénin et Mali), au troisième trimestre 2022, ont augmenté de 177,3 mds (+2,8%) par rapport au trimestre précédent, en lien avec les hausses des achats observées au niveau tous les Etats membres, à l'exception de la Guinée Bissau (-4,2 mds, soit -12,8%). Il ressort, par pays, une augmentation des importations de 10,8 mds (+1,2%) au Burkina Faso, 66,7 mds (+2,3%) en Côte d'Ivoire, 10,5 mds (+2,5%) au Niger, 78,6 mds (+5,0%) au Sénégal et 14,9 mds (+3,0%) au Togo.

Les produits qui ont contribué à la hausse des achats à l'extérieur au Niger sont notamment les « autres produits » (+9,4%) et les « biens d'équipement » (+1,2%). Par contre, les importations des « produits alimentaires » ont baissé (-4,3%).

Graphique 5 : Evolution trimestrielle des importations en valeur de l'Union (hors Bénin et Mali)



Source : à partir des données des INS des Etats membres.

En glissement annuel, les importations de l'Union sont ressorties en hausse de 1574,3 mds (+32,0%), ce qui résulte de leur augmentation dans tous les Etats membres hormis la Guinée Bissau (-3,1 mds, soit -9,9%).

Comparativement au même trimestre de l'année 2021, la plus forte progression des achats à l'extérieur en variation relative a été observée au Togo (+42,3%), celui-ci étant respectivement suivi par le Burkina Faso (+38,7%), le Sénégal (+33,9%), la Côte d'Ivoire (+30,2%) et le Niger (+18,5%).

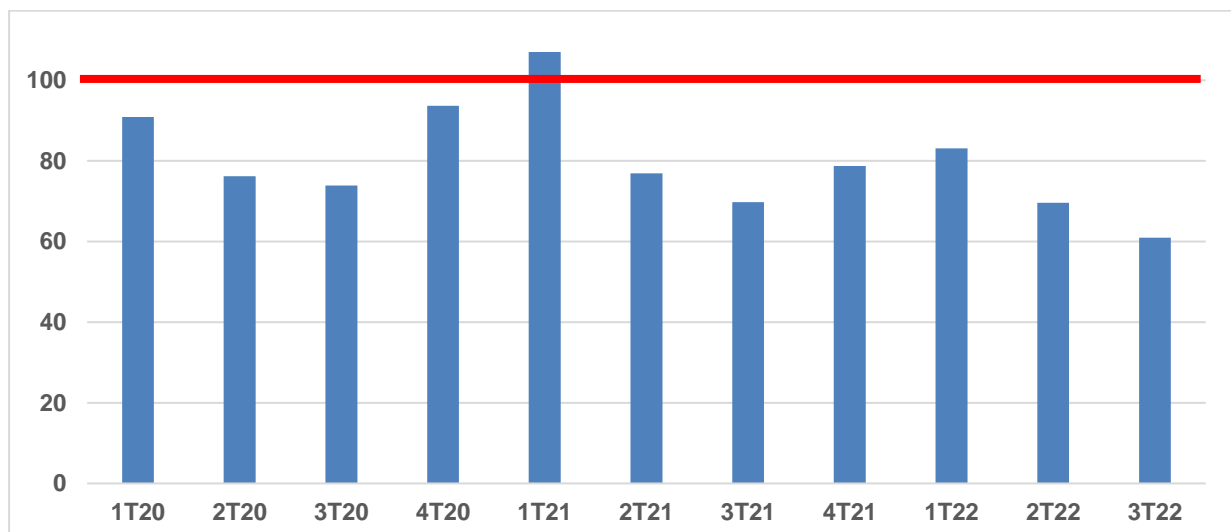
En cumul sur les trois premiers trimestres de 2022, les ventes de biens de l'Union ont été estimées à 18192,2 mds, contre 13109,6 mds à la même période en 2021, soit une hausse de 38,8%.

2.3.3. Taux de couverture

Au troisième trimestre 2022, la Guinée Bissau est le seul Etat membre de l'Union dont les exportations ont totalement couvert ses importations. Au niveau de l'Union, le taux de couverture est ressorti, pour le trimestre sous revue, à 61,0%, soit une baisse de 8,6 points de pourcentage (pp) par rapport au trimestre précédent. Par Etat membre, le taux de couverture des importations par les exportations s'est présenté comme suit : 58,7% pour le Burkina Faso, 80,9% pour la Côte d'Ivoire, 175,4% pour la Guinée Bissau, 10,8% pour le Niger, 47,9% pour le Sénégal et 27,6% pour le Togo.

En glissement annuel, le taux de couverture de l'Union s'est réduit de 8,7 pp résultant des baisses dans tous les Etats membres à l'exception du Sénégal (+0,5 pp). Pour les autres Etats membres, les évolutions se présentent comme suit : -37,8 pp au Burkina Faso, -4,3 pp en Côte d'Ivoire, -21,5 pp en Guinée Bissau, -8,8 pp au Niger et -13,3 pp au Togo.

Graphique 6 : Evolution du taux de couverture des importations par les exportations de l'Union (en %)



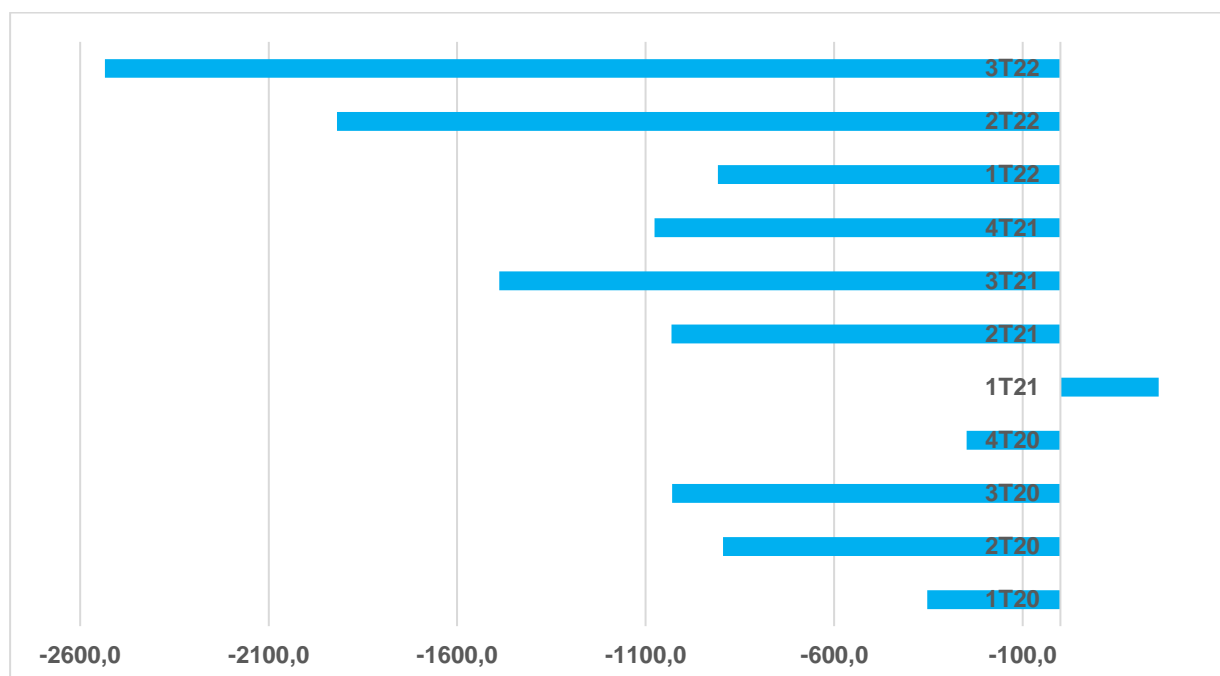
Source : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des INS.

2.3.4. Solde commercial

Le solde commercial de l'Union, au troisième trimestre 2022, s'est dégradé de 615,9 mds, par rapport au trimestre précédent, ressortant à -2534,8 mds. L'examen par Etat membre a fait ressortir des aggravations du déficit au Burkina Faso (-103,6 mds), en Côte d'Ivoire (-614,7 mds), au Sénégal (-249,4 mds) et au Togo (-98,5 mds). Pour les autres Etats, le solde commercial s'est amélioré avec des augmentations de 19,9 mds en Guinée Bissau, 14,5 mds au Mali et 46,4 mds au Niger. En glissement annuel, le déficit commercial de l'Union s'est creusé de 714,1 mds.

En cumul sur les trois premiers trimestres de 2022, le déficit commercial de l'Union s'est ainsi élevé à 5361,8 mds, contre 2259,1 mds à la même période en 2021, soit une aggravation de 3102,7 mds.

Graphique 7 : Evolution trimestrielle du solde commercial de l'Union (en mds FCFA)

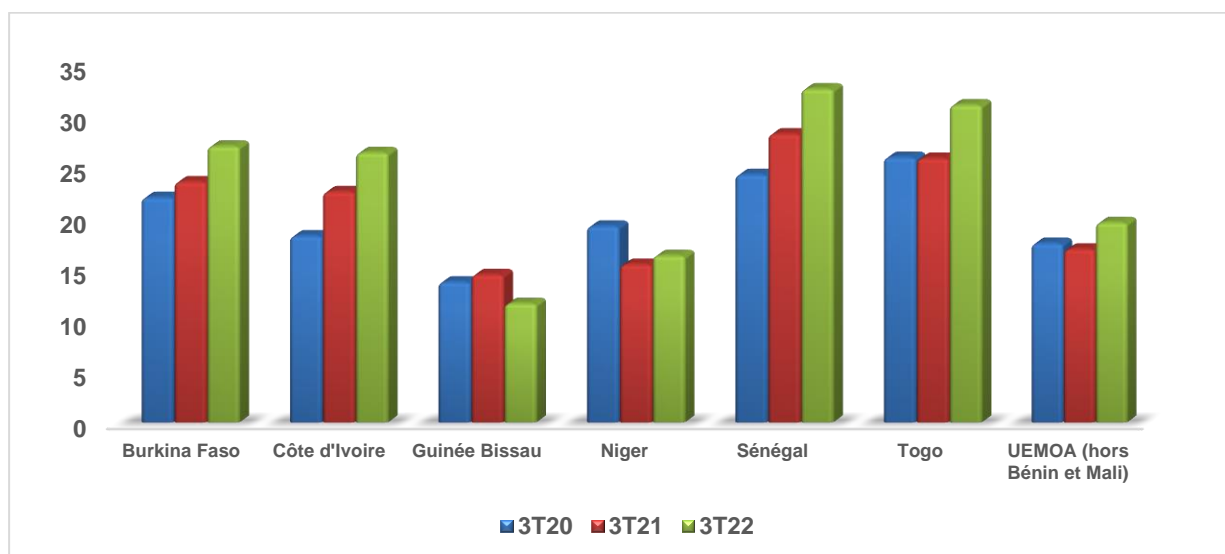


Source : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des INS.

2.3.5. Compétitivité extérieure : Taux de pénétration

Le troisième trimestre 2022 est caractérisé par une légère amélioration du taux de pénétration de l'Union comparativement à son niveau du trimestre précédent (+21,8% soit 0,1 pp de plus). Par rapport au même trimestre de 2021, le taux de pénétration de l'Union a augmenté de 3,1 pp au troisième trimestre de l'année 2022.

Graphique 8 : Evolution trimestrielle du taux de pénétration dans l'Union



Source : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des INS.

2.4. Finances publiques

2.4.1. Recettes

Au cours du troisième trimestre de l'année 2022, les données conjoncturelles sur les finances publiques de l'Union (hors Mali et Togo⁹) indiquent que les recettes budgétaires totales s'y sont établies à 2266,5 mds, contre 1727,8 mds au troisième trimestre de l'année précédente. Autrement dit, cette évolution correspond à une hausse de 538,7 mds, en termes absolus, et à une progression relative de 31,2% en glissement annuel.

Concernant l'évolution de la situation financière dans les Etats membres de l'Union, il ressort des données conjoncturelles du troisième trimestre 2022 que l'évolution à la hausse des recettes, constatée en glissement annuel, s'explique par la progression des recettes totales dans la plupart des Etats membres de l'Union (hors Mali et Togo), sur la période, notamment au Burkina Faso (+269,7 mds, soit +62,6%), au Sénégal (+140,8 mds, soit +19,3%), au Bénin (+74,3 mds, soit +24,3%), au Niger (+50,7 mds, soit +27,3%) et en Côte d'Ivoire (+8,9 mds, soit +4,0%). Sur la même période, les recettes budgétaires totales ont, en revanche, évolué à la baisse en Guinée Bissau (-0,8 mds, soit -2,4 %).

Concernant les principales composantes des recettes, les données du troisième trimestre 2022 indiquent que la hausse des recettes totales de l'Union résulte de la dynamique des recettes fiscales qui se sont affichées en hausse de 282,7 mds (+10,2%), par rapport au troisième trimestre de l'année 2021.

⁹ Les données du Mali et du Togo sur les finances publiques n'étaient pas disponibles lors de l'élaboration de la note. Tous les commentaires sur les finances publiques de l'Union ne tiennent pas compte de la situation financière de ces deux Etats membres.

Tableau 6 : Recettes et Dépenses publiques dans les Etats membres de l'UEMOA

Rubriques	Etats membres							
	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo
Recettes Totales	380,5	700,6	48,5	30,9	-	236,6	869,3	-
	<i>306,2</i>	<i>430,9</i>	<i>44,5</i>	<i>31,7</i>	<i>592,7</i>	<i>185,9</i>	<i>728,6</i>	<i>165,0</i>
	24,3%	62,6%	8,9%	-2,4%	-	27,3%	19,3%	-
Recettes Fiscales	297,7	524,8	1218,4	30,2	-	220,7	756,0	-
	<i>251,8</i>	<i>407,1</i>	<i>1214,7</i>	<i>28,0</i>	<i>429,0</i>	<i>173,6</i>	<i>689,9</i>	<i>153,7</i>
	18,2%	28,9%	0,3%	8,2%	-	27,1%	9,6%	-
Recettes non fiscales	82,8	73,8	185,6	3,2	-	14,2	113,4	-
	<i>45,9</i>	<i>65,2</i>	<i>224,2</i>	<i>3,2</i>	<i>30,2</i>	<i>10,4</i>	<i>106,8</i>	<i>11,3</i>
	80,2%	13,3%	-17,2%	0,0%	-	37,6%	6,1%	-
Dépenses Totales	530,9	860,8	494,5	53,6	-	412,4	1058,0	-
	<i>470,3</i>	<i>783,5</i>	<i>469,3</i>	<i>50,7</i>	<i>565,1</i>	<i>395,0</i>	<i>1151,0</i>	<i>89,8</i>
	12,9%	9,9%	5,4%	5,7%	-	4,4%	-8,1%	-
Dépenses Courantes	336,0	556,6	1452,4	41,1	-	257,7	731,4	-
	<i>268,4</i>	<i>515,9</i>	<i>1520,1</i>	<i>39,4</i>	<i>167,2</i>	<i>224,7</i>	<i>686,8</i>	<i>200,2</i>
	25,2%	7,9%	-4,5%	4,4%	-	14,7%	6,5%	-
Dépenses en Capital	194,9	304,1	1190,1	12,5	-	154,7	326,6	-
	<i>202,0</i>	<i>268,0</i>	<i>1083,0</i>	<i>11,2</i>	<i>50,3</i>	<i>170,3</i>	<i>415,5</i>	<i>59,6</i>
	-3,5%	13,5%	9,9%	11,1%	-	-9,2%	-21,4%	-
Solde Global	-150,4	-160,2	-446,1	-22,6	-	-175,8	-188,7	-
	<i>-164,1</i>	<i>-352,6</i>	<i>-424,8</i>	<i>-19,0</i>	<i>27,6</i>	<i>-209,1</i>	<i>-422,4</i>	<i>75,2</i>
	-8,4%	-54,6%	5,0%	19,4%	-	-16,0%	-55,3%	-

Note : Les chiffres en gras correspondent aux chiffres du 3^{ème} trimestre 2022, tandis que les chiffres en italiques sont les chiffres du deuxième trimestre 2021. Les taux de croissance en glissement annuel sont présentés en pourcentage.

Source : CNPE/Commission de l'UEMOA.

Cette évolution des recettes fiscales, au niveau régional, s'explique par la mobilisation accrue de ces recettes dans tous les Etats membres de l'Union, sur la période, notamment au Burkina Faso (+117,7 mds, soit +28,9%), au Sénégal (+66,1 mds, soit +9,6%), en Côte d'Ivoire (+3,7 mds, soit +0,3%), au Niger (+47,1 mds, soit +27,1%), au Bénin (+45,9 mds, soit +18,2%) et en Guinée-Bissau (+2,3 mds, soit +8,2%). S'agissant des recettes non fiscales, elles sont ressorties en hausse de 17,3 mds (+3,8%) en glissement annuel. Cette progression a essentiellement été impulsée par la hausse de ces recettes au Bénin (+36,9 mds, soit +80,2%), au Burkina Faso (+8,7 mds, soit +13,3%), au Sénégal (+6,5 mds, soit +6,1%) et au Niger (+3,9 mds, soit +37,6%). Dans le même temps, les recettes non fiscales se sont affichées en baisse en Côte d'Ivoire (-38,6 mds, soit -17,2%).

2.4.2. Dépenses

Au troisième trimestre 2022, les dépenses publiques totales de l'Union se sont inscrites en hausse de 90,3 mds, soit une augmentation de 2,7% en termes relatifs, par rapport au troisième trimestre de l'année 2021. Cette dynamique des dépenses publiques

régionales a été notamment portée par les hausses relevées au Burkina Faso (+77,3 mds, soit +9,9%) et au Bénin (+60,5 mds, soit +12,9%). En dehors de ces pays, la Côte d'Ivoire (+25,2 mds, soit +5,4%), le Niger (+17,3 mds, soit +4,4%) et la Guinée-Bissau (+2,9 mds, soit +5,7%) ont observé des hausses de leurs dépenses publiques totales, tandis que le Sénégal (-93,0 mds, soit -8,1%) a enregistré une baisse.

L'analyse de l'évolution des dépenses publiques totales selon leurs principales composantes permet de constater que la hausse observée au niveau régional est due principalement à celle des dépenses courantes de l'Union qui s'est globalement établie autour de 3375,2 mds, soit une progression relative d'environ 3,7%, par rapport au troisième trimestre de l'année 2021. Cette évolution des dépenses courantes au niveau de la région s'explique notamment par les hausses des dépenses courantes au Bénin (+67,6 mds, soit +25,2%), au Sénégal (+44,6 mds, soit +6,5%), au Burkina Faso (+40,7 mds, soit +7,9%), au Niger (+32,9 mds, soit +14,7%) et en Guinée Bissau (+1,7 mds, soit +4,4%) en glissement annuel. Sur la période, seule la Côte d'Ivoire (-67,7 mds, soit -4,5%) a affiché une baisse de ses dépenses courantes. Concernant les dépenses en capital de l'Union, elles sont également ressorties en hausse de 32,9 mds (+1,5%), par rapport au troisième trimestre de l'année précédente. Cette hausse des dépenses d'investissement régionales tient principalement aux augmentations observées en Côte d'Ivoire (+107,1 mds, soit +9,9%) et au Burkina Faso (+36,1 mds, soit +13,5%). Sur la période, la baisse la plus importante enregistrée est réalisée par le Sénégal (-88,9 mds, soit -21,4%).

2.4.3. Solde budgétaire

Au terme du troisième trimestre 2022, l'exécution budgétaire au sein des Etats membres de l'UEMOA indique que la position budgétaire globale de l'Union (hors Mali et Togo) est restée déficitaire, mais est ressortie en amélioration de 448,4 mds, par rapport au troisième trimestre de l'année 2021, pour se situer à -1143,7 mds. Cette diminution du déficit budgétaire de l'Union résulte principalement des améliorations des positions budgétaires du Sénégal et du Burkina Faso, respectivement de 233,7 mds et de 192,5 mds par rapport à la situation du troisième trimestre 2021. Sur la même période, l'évolution la plus remarquable, dans les autres Etats membres de l'Union, a été relevée au Niger où le déficit budgétaire s'est amélioré de 33,4 mds, en glissement annuel, pour atteindre -175,8 mds au terme du troisième trimestre 2022. Enfin, il importe de souligner que la Côte d'Ivoire a enregistré la plus importante dégradation (-21,3 mds) de sa position budgétaire sur la même période.

2.5. Situation monétaire

2.5.1. Masse monétaire

Au terme du troisième trimestre de l'année 2022, les données conjoncturelles sur la situation monétaire de l'Union (hors Mali¹⁰) indiquent une stabilisation de la masse

¹⁰ Les données du Mali n'étaient pas disponibles lors de l'élaboration de la note. Tous les commentaires sur la situation monétaire de l'Union ne tiennent pas compte de l'évolution des agrégats monétaires dans ce pays.

monétaire autour de 36 387,9 mds. Cette stabilisation des disponibilités monétaires s'explique par les évolutions mitigées de la masse monétaire des Etats membres de l'Union. En effet, par rapport au deuxième trimestre de 2021, les disponibilités monétaires se sont affichées en baisse au Burkina Faso (-96,9 mds, soit -1,7%), en Guinée Bissau (-52,9 mds, soit -9,7%) et au Togo (-27,1 mds, soit -1,1 %). Sur la même période, la masse monétaire a, en revanche, évolué à la hausse en Côte d'Ivoire (+93,2 mds, soit +0,6%), au Sénégal (+52,3 mds, soit +0,6%), au Bénin (+19,2 mds, soit +0,9%) et au Niger (+13,0 mds, soit +0,8%).

Tableau 7 : Masse monétaire et contreparties dans les Etats membres de l'UEMOA

Rubriques	Etats membres							
	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo
Masse monétaire	2204,4	5539,1	15514,5	490,8	-	1743,8	8445,9	2449,4
	2185,2	5635,9	15421,3	543,7	4582,4	1730,8	8393,6	2476,5
	0,9%	-1,7%	0,6%	-9,7%	-	0,8%	0,6%	-1,1%
Actifs Extérieurs Nets	2141,7	2259,4	3731,5	270,1	-	457,4	1791,1	1077,3
	2126,1	2297,1	3676,5	325,7	940,3	635,2	2513,5	1309,6
	0,7%	-1,6%	1,5%	-17,1%	-	-28,0%	-28,7%	-17,7%
BCEAO	58,4	-153,5	1988,7	157,1	-	175,1	930,3	-422,1
	99,3	-2,0	2195,3	222,4	484,6	364,7	1638,2	-66,2
	-41,2%	7503,7%	-9,4%	-29,4%	-	-52,0%	-43,2%	537,5%
Banques Commerciales	2083,3	2412,9	1742,8	113,0	-	282,3	860,8	1499,4
	2026,8	2299,1	1481,2	103,4	455,7	270,4	875,3	1375,9
	2,8%	4,9%	17,7%	9,3%	-	4,4%	-1,7%	9,0%
Créances sur les autres secteurs	1824,3	3888,9	9117,0	192,1	-	1297,4	5791,0	1541,5
	1840,8	3874,8	9010,1	191,7	3426,2	1242,8	5438,3	1417,0
	-0,9%	0,4%	1,2%	0,2%	-	4,4%	6,5%	8,8%
Créances nettes sur l'administration centrale	-108,0	126,0	5207,4	83,4	-	352,8	2225,8	126,0
	-158,5	79,7	5463,3	84,7	877,1	216,7	1879,6	4,3
	-31,8%	58,2%	-4,7%	-1,6%	-	62,8%	18,4%	2833,7%

Note : Les chiffres en gras correspondent aux chiffres du troisième trimestre 2022, tandis que les chiffres en italiques sont les chiffres du deuxième trimestre 2022. Les taux de croissance trimestriels sont présentés en pourcentage.

Source : BCEAO.

2.5.2. Actifs extérieurs nets

Concernant les actifs extérieurs nets au niveau de l'Union, l'analyse des données du troisième trimestre de l'année 2022 indique une évolution à la baisse, d'un montant de 1 155,3 mds, soit une diminution relative de 9,0%, par rapport au deuxième trimestre de la même année. Cette dynamique des disponibilités extérieures nettes de l'Union observée en variation trimestrielle s'explique par les baisses enregistrées au niveau des avoirs extérieurs nets au Sénégal (-722,4 mds, soit -28,7%) au Togo (-232,4 mds, soit -17,7%) et au Niger (-177,8 mds, soit -28,0%), dans une moindre mesure au Burkina Faso (-37,7 mds, soit -1,6%) et en Guinée-Bissau (-55,6 mds, soit -17,1%), qui n'ont été

que peu compensées par les hausses relevées en Côte d'Ivoire (+55,0 mds, soit +1,5,1%) et au Bénin (+15,6 mds, soit +0,7%).

2.5.3. Créances sur les autres secteurs

Sur le troisième trimestre de l'année 2022, les créances sur les autres secteurs se sont affichées, au niveau régional, en hausse de 636,7 mds, soit une progression relative de 2,8%, par rapport au trimestre précédent. Cette évolution des créances du secteur bancaire sur les autres secteurs de l'économie, hors administrations publiques, tient aux hausses enregistrées dans la plupart des Etats membres de l'Union, c'est-à-dire, au Sénégal (+352,7 mds, soit +6,5 %), au Togo (+124,5 mds, soit +8,8%), en Côte d'Ivoire (+106,9 mds, soit +1,2 %), au Niger (+54,6 mds, soit +4,4%), au Burkina Faso (+14,0 mds, soit +0,4%) et en Guinée Bissau (+0,4 mds, soit +0,2%). Seul le Bénin (-16,4 mds, soit -0,9%) a affiché une baisse de ses créances du secteur bancaire, sur la période.

2.5.4. Créances nettes sur l'administration centrale

Au terme du troisième trimestre de l'année 2022, il ressort de l'analyse des données conjoncturelles de la situation monétaire de l'Union que les créances nettes du secteur bancaire sur les administrations centrales se sont établies à 8 013,2 mds, contre 7 569,8 mds au trimestre précédent, soit une hausse absolue de 443,4 mds, correspondant à une détérioration relative de 5,9% de la position nette des administrations centrales auprès du secteur bancaire. Du point de vue des Etats membres, cette détérioration de ladite position résulte des augmentations des créances sur les administrations centrales relevées au Sénégal (+346,2 mds, soit +18,4%), au Niger (+136,1 mds, soit +62,8%), au Togo (+121,7 mds, soit +2833,7%) au Burkina Faso (+46,3 mds, soit +58,2%) et au Bénin (+8,5 mds, soit +23,2%). Seuls la Côte d'Ivoire (-255,9 mds, soit -4,7%), le Bénin (+50,5 mds, soit -31,8%) et la Guinée Bissau (-1,4 mds, soit -1,6%) ont affiché une amélioration de leur position nette des administrations centrales auprès du secteur bancaire sur la période.

3. Principaux faits marquants

3.1. Environnement international

Septembre 2022 – L'institution internationale met en garde contre une amplification de la crise alimentaire que subissent déjà 828 millions de personnes à travers le monde, si des actions coordonnées ne sont pas menées en urgence pour soutenir financièrement les pays les plus touchés qui comptent parmi les plus pauvres. Aujourd'hui, à travers le monde, 828 millions de personnes, soit plus de 10% de la population mondiale, se couchent tous les jours en ayant faim, selon le Programme alimentaire mondial. Et environ 345 millions de personnes sont en insécurité alimentaire ce qui signifie qu'elles n'ont pas un accès régulier à suffisamment d'aliments sains et nutritifs pour une croissance et un développement normaux et une vie active et saine, selon la définition de la FAO. Et si le phénomène touche tous les pays, 48 d'entre eux comptant parmi les plus pauvres de la planète sont directement concernés.

Ces chiffres alarmistes figurent dans un rapport publié récemment par le Fonds monétaire international (FMI), intitulé « *S'attaquer à la crise alimentaire mondiale* ».

Source : www.latribune.fr

Septembre 2022 – Le taux d'inflation est passé de 9,1% en août 2022 sur un an à 10% en septembre 2022 dans la Zone euro, selon les chiffres d'*Eurostat*, du vendredi 30 septembre 2022. Un bond qui s'explique par l'accélération encore de la hausse des tarifs de l'énergie, mais aussi de ceux de l'alimentation. Le taux de chômage est, lui, au plus bas, à 6,6% de la population active en août. C'est un coup de massue pour les Vingt-Sept : le taux d'inflation dans la Zone euro (les dix-neuf pays à avoir adopté la monnaie unique) a bondi en septembre à 10% sur un an, a annoncé *Eurostat*. En août, il était de 9,1%.

Un chiffre supérieur aux prévisions des analystes de *Bloomberg* et *Factset* qui tablaient sur 9,7% et qui constitue un nouveau record, avec les chiffres les plus élevés enregistrés par l'office européen des statistiques depuis le début de la publication de l'indicateur en janvier 1997.

Dans le détail des composantes de l'inflation en Zone euro, les prix de l'énergie ont encore connu la hausse annuelle la plus élevée, à 40,8% en septembre, après 38,6% en août. La flambée des prix de l'alimentation (y compris l'alcool et le tabac) s'est encore accélérée à 11,8%, contre 10,6% en août. Ceux des biens industriels et des services, également en accélération, ont progressé respectivement de 5,6% et de 4,3%, signe que le choc provoqué par la hausse des tarifs de l'énergie atteint progressivement l'ensemble de l'économie.

Source : www.latribune.fr

Août 2022 - Les mesures de soutien à l'économie prises cette année en Chine sont d'une « ampleur plus importante » encore qu'en 2020, lorsque le pays faisait face au plus fort de la crise sanitaire. Ces propos, tenus par le Premier ministre chinois, Li Keqiang, viennent renforcer l'idée que le ralentissement économique en Chine est d'autant plus sérieux et inquiétant que les mesures anti-covid sont toujours aussi draconiennes. Conséquence : des millions de jeunes diplômés peinent à trouver du travail. L'économie chinoise traverse de telles turbulences que Pékin n'a d'autres choix que de prendre des mesures de soutien à l'économie « d'ampleur plus importante » qu'en 2020 alors que le pays faisait face au pire de la crise sanitaire. C'est ce qu'a indiqué ce lundi le Premier ministre chinois, Li Keqiang : « Cette année, en réponse aux nouveaux défis, nous avons pris, de manière résolue, un ensemble de mesures, dont des mesures de suivi, afin de stabiliser l'économie ».

Celle-ci tourne au ralenti. Au deuxième trimestre, la Chine a vu sa croissance quasiment stagner avec une légère hausse de +0,4% seulement, soit sa pire performance depuis 2020. Le pays a également dévoilé de mauvais indicateurs économiques pour le mois de juillet. Li Keqiang reconnaît que tracer le chemin ne sera pas aisé : « *La tâche reste ardue afin de consolider les fondamentaux de la reprise* », a-t-il toutefois admis. Pour rappel, ces derniers mois, il a plusieurs fois dressé un constat morose de l'économie nationale qui pâtit toujours d'une stricte politique sanitaire face à la Covid-19.

Source : www.latribune.fr

Juillet 2022 - Après une contraction de 1,6% au premier trimestre, le produit intérieur brut des Etats-Unis a baissé de 0,9% en rythme annualisé sur la période avril-juin, selon la première estimation du département du Commerce publiée jeudi. Néanmoins, la Maison Blanche a déclaré que l'économie américaine était « sur le bon chemin ». Le produit intérieur brut des États-Unis s'est de nouveau contracté au deuxième trimestre.

D'après une première estimation du département du Commerce publiée jeudi, le PIB a baissé de 0,9% en rythme annualisé sur la période avril-juin, après une contraction de 1,6% au premier trimestre. Ce recul du PIB sur le trimestre est de 0,2% si l'on compare simplement au trimestre précédent, comme le font d'autres économies avancées.

Dans un contexte d'inflation, avec l'important durcissement de la politique monétaire de la banque centrale américaine (*Fed*), ce ralentissement de l'économie américaine sur deux trimestres consécutifs ne va néanmoins pas rassurer les marchés financiers qui redoutent de voir la première puissance mondiale déjà en récession.

Le Département du Commerce précise que le recul du PIB au deuxième trimestre reflète des baisses d'investissements des entreprises et d'achats de logements de la part des ménages. Le gouvernement fédéral, les États et les administrations locales ont également freiné leurs dépenses.

Source : www.latribune.fr

3.2. Pays de l'UEMOA

Septembre 2022 – Togo - Le Togo a réussi une nouvelle mobilisation de fonds sur le marché financier régional. En quête de 30 milliards FCFA pour financer sa stratégie de relance économique, le pays a de nouveau obtenu la confiance des investisseurs. Deux obligations adossées au Trésor (OAT) ont été lancées, de durées respectives de 5 et 7 ans. En tout, plus de 72 milliards FCFA de soumissions ont été recueillies, mais le Trésor n'a finalement retenu que 33 milliards FCFA, à raison de 23 milliards FCFA pour la première OAT et 10 milliards FCFA pour la seconde.

Source : www.republiquetogolaise.com

Août 2022 – Togo – Le Togo, à l'instar de plusieurs pays du continent, a bénéficié il y a quelques jours de l'annulation d'une dette par la Chine. Le geste, annoncé en juin dernier par le ministre des affaires étrangères lors de la visite à Lomé du chef du département chinois des affaires africaines, Wu Peng, concerne principalement des prêts sans intérêts de 16 millions de yuans (environ 1,5 milliards FCFA) arrivés à échéance en 2021.

Source : www.republiquetogolaise.com

Juillet 2022 – Togo – Le Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) a approuvé un financement de 5 millions USD, destiné à renforcer la souveraineté alimentaire du Togo, ainsi que la résilience des petits producteurs agricoles face aux effets de la guerre en Ukraine.

Source : www.republiquetogolaise.com

Conclusion

L'analyse des principaux signaux économiques montre que la conjoncture économique régionale du troisième trimestre 2022 a été plutôt mal orientée. En effet, l'orientation de l'activité économique est restée globalement négative avec la persistance des poussées inflationnistes.

Au cours cette période, les cours des principales matières premières exportées par les Etats membres de l'Union sont globalement ressortis en baisse en raison d'un environnement encore marqué par les effets défavorables de la guerre en Ukraine.

Toutefois, le troisième trimestre de l'année 2022, comme le précédent, a été caractérisé par une relative accalmie au niveau de la pandémie du coronavirus dans la plupart des pays de la Zone UEMOA.

Au plan des prévisions, la bonne tenue des cours internationaux des matières premières pourrait être assurée pour cette année, puisque la demande de ces matières premières pourrait progresser, mais les effets des tensions inflationnistes devraient atténuer les attentes. En effet, l'inflation reste relativement élevée au sein de l'Union, malgré de premiers signes de détente notamment relevés au Bénin et au Togo.

Dans ces conditions, la croissance régionale pourrait s'améliorer, à condition que la crise ukrainienne prenne fin prochainement et que les tensions inflationnistes ainsi que les mesures fiscales et budgétaires qu'elles impliquent de la part des Gouvernements ne pèsent pas trop lourdement sur les efforts d'investissement.

Sur la base des éléments précités, il est possible d'augurer un optimisme relatif pour la conjoncture du dernier trimestre de l'année 2022, sous réserve d'une atténuation des effets de la crise ukrainienne.

ANNEXES

Evolution des exportations (en mds)

	1T20	2T20	3T20	4T20	1T21	2T21	3T21	4T21	1T22	2T22	3T22
Burkina Faso	577,7	599,0	612,3	748,9	751,1	708,5	617,7	728,8	790,1	780,8	521,0
Côte d'Ivoire	2 154,5	1 513,9	1 420,5	2 078,9	2 399,0	1857,7	1 945,6	2 311,5	2 676,1	2 644,3	2406,4
Guinée Bissau	0,3	9,5	44,3	4,9	2,1	33,5	62,3	21,2	33,5	51,1	50,0
Niger	84,1	214,7	269,0	265,4	64,7	97,7	71,5	95,9	93,6	47,4	46,7
Sénégal	591,0	430,7	458,3	456,1	644,5	593,9	587,3	671,9	727,1	744,6	793,8
Togo	128,2	102,0	114,8	129,6	119,9	147,0	146,6	161,6	153,7	129,1	140,9
UEMOA	3 535,8	2 869,8	2 919,2	3 683,8	3 981,4	3438,2	3 431,0	3 990,9	4 474,1	4 397,4	3958,8

Source : INS des Etats

Evolution des importations (en mds)

	1T20	2T20	3T20	4T20	1T21	2T21	3T21	4T21	1T22	2T22	3T22
Burkina Faso	616,4	561,1	542,4	546,5	555,0	621,6	639,9	796,0	769,3	876,9	887,8
Côte d'Ivoire	1 508,9	1 398,8	1 652,1	1 553,5	1 499,8	1 883,6	2284,1	2 114,7	2 327,3	2 907,8	2 974,4
Guinée Bissau	26,1	30,1	29,4	35,5	35,0	38,1	31,7	30,0	35,0	32,7	28,5
Niger	355,0	505,2	405,5	429,5	361,1	374,3	366,3	380,7	516,3	423,7	434,2
Sénégal	1 123,4	983,9	979,1	1 024,1	955,2	1 213,8	1238,2	1 377,3	1 312,0	1 578,8	1 657,5
Togo	259,4	285,8	340,8	343,8	314,3	338,4	359,1	368,3	422,4	496,3	511,2
UEMOA	3 889,2	3 765,0	3 949,4	3 932,7	3 720,4	4 469,9	4919,3	5 067,0	5 382,3	6 316,3	6 493,6

Source : INS des Etats

Evolution trimestrielle du taux de couverture (en %)

	1T20	2T20	3T20	4T20	1T21	2T21	3T21	4T21	1T22	2T22	3T22
Burkina Faso	93,7	106,8	112,9	137,0	135,3	114,0	96,5	91,6	102,7	89,0	58,7
Côte d'Ivoire	142,8	108,2	86,0	133,8	160,0	98,6	85,2	109,3	115,0	90,9	80,9
Guinée Bissau	1,2	31,6	150,4	13,9	5,9	87,8	196,9	70,6	95,6	156,2	175,4
Niger	23,7	42,5	66,3	61,8	17,9	26,1	19,5	25,2	18,1	11,2	10,8
Sénégal	52,6	43,8	46,8	44,5	67,5	48,9	47,4	48,8	55,4	47,2	47,9
Togo	49,4	35,7	33,7	37,7	38,1	43,4	40,8	43,9	36,4	26,0	27,6
UEMOA	90,9	76,2	73,9	93,7	107,0	76,9	69,7	78,8	83,1	69,6	61,0

Source : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des INS

Evolution trimestrielle du solde commercial (en mds FCFA)

	1T20	2T20	3T20	4T20	1T21	2T21	3T21	4T21	1T22	2T22	3T22
Burkina Faso	-38,7	37,9	69,9	202,4	196,1	86,8	-22,3	-67,1	20,8	-96,1	-366,8
Côte d'Ivoire	645,6	115,1	-231,6	525,5	899,2	-25,9	-338,6	196,7	348,7	-263,5	-568,1
Guinée Bissau	-25,8	-20,6	14,9	-30,5	-33,0	-4,7	30,7	-8,8	-1,5	18,4	21,5
Niger	-270,9	-290,6	-136,5	-164,1	-296,3	-276,7	-294,8	-284,8	-422,7	-376,3	-387,5
Sénégal	-532,4	-553,2	-520,8	-568,0	-310,7	-619,9	-650,9	-705,4	-584,8	-834,2	-863,6
Togo	-131,2	-183,8	-226,1	-214,2	-194,4	-191,4	-212,5	-206,7	-268,7	-367,2	-370,3
UEMOA	-353,5	-895,2	-1 030,3	-248,9	260,9	-1 031,7	-1 488,3	-1 076,2	-908,1	-1 918,9	-2 534,8

Source : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des INS